13 juillet 2025 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Discours du Président de la République aux armées depuis l'Hôtel de Brienne.

Monsieur le chef d'État-major des armées,
Monsieur le délégué national de l'Ordre de la Libération,
Monsieur le secrétaire général de la Défense et de la Sécurité nationale,
Monsieur le délégué général pour l'Armement,
Monsieur le secrétaire général pour l'Administration,
Messieurs les chefs d'État-major,
Monsieur le directeur de la Gendarmerie nationale,
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le gouverneur militaire de Paris,
Mesdames et Messieurs les officiers généraux,
Mesdames et Messieurs les directeurs, officiers, sous-officiers, officiers mariniers, militaires du rang, marins et aviateurs, personnels civils des Armées,
Mesdames et Messieurs.

C'est aujourd'hui la neuvième fois que je m'exprime devant vous, à la veille de notre fête nationale. Vous, soldats, qui, partout où vous êtes déployés, agissez pour assurer la protection des Français, la défense de nos intérêts et le respect de la parole donnée.

Vous, qui êtes le bras armé de la France et dont l'engagement porte grandeur et acceptation du risque.

Je vais tout à l'heure saluer la mémoire de nos soldats tombés cette année, je verrai également tout à l'heure et demain nos blessés. Et je veux ici redire à leurs familles, à leurs frères d'armes, le soutien entier et la reconnaissance de la nation, notre reconnaissance et notre affection. Votre engagement est inestimable.

Il l'est d'autant plus que nous vivons un moment de bascule. Nous en apercevons depuis longtemps l'imminence et ces bascules sont aujourd'hui effectives. Et sans doute jamais, depuis 1945, la liberté n'avait été si menacée et jamais à ce point, la paix sur notre continent n'avait dépendu de nos décisions présentes.

Oui, nous replongeons dans des années où l'histoire se fait. Et à ce titre, je tiens, en ce 13 juillet 2025, à remercier la Mission Libération, présidée par Philippe Etienne, qui achèvera ses travaux en fin d'année et a scandé les deux années que nous venons de vivre à travers les commémorations, le travail scientifique, académique, le travail de mémoire et la mobilisation de tant et tant de nos anciens combattants et vétérans. Comme je remercie tous nos anciens combattants, nos associations, associations d'anciens combattants et de mémoire qui, partout sur le territoire national, portent cette mémoire collective, nous rappellent la force de cette histoire et sont aussi le socle de la mémoire de la nation.

Je le disais, jamais, sans doute, notre liberté n'avait été si menacée. Liberté des peuples attaqués par les impérialismes et les puissances d'annexion, liberté bafouée quand les règles de la guerre sont effacées, quand chacun s'exonère du droit international, quand l'espérance de la paix est anéantie en Europe, au Proche et Moyen-Orient, comme en Afrique. Et quand il n'y a plus de règles, c'est la loi du plus fort qui l'emporte.

Liberté de notre Europe mise en danger au moment où la guerre a été portée sur notre sol avec l'invasion de l'Ukraine, alors que les États-Unis ont ajouté une forme d'incertitude et que notre Europe se trouve placée à la lisière d'un vaste arc de crise qui part du golfe de Guinée, traverse le Sahel jusqu'au Proche-Orient et en Iran. Soyons clairs, nous, Européens, devons désormais assurer notre sécurité nous-mêmes.

Liberté de notre modèle économique aussi, quand les entreprises s'imaginent devenir des États, les États devenir des empires, et quand les terres sont à confisquer, les ressources à accaparer ou le commerce mondial à capturer.

Liberté de notre modèle démocratique et politique, objet, de tentatives de manipulation par des États étrangers, notamment sur les réseaux sociaux et cibles de forces obscurantistes.

Liberté individuelle également, parce que dans l'ère des écrans, c'est l'esprit des hommes, en particulier des jeunes générations, qui devient la ligne de front de la guerre économique, technologique et culturelle.

Liberté de la nation, enfin, quand les risques de la division menacent notre unité et que nous devons affronter tant de défis pour rester libres, maître de notre destin.

Alors, face à tous ces risques qui pèsent sur notre liberté, nous avons initié en janvier dernier un état des lieux de notre environnement et des défis à venir. Ce travail est aujourd'hui achevé, et la revue nationale stratégique qui a été pilotée par le SGDSN et à laquelle nombre d'entre vous, et je vous en remercie, ont largement contribué, sera publiée demain.

Cette revue pose un diagnostic clair et précis. Une désinhibition du recours à la force, avec une violence accrue qui n'est pas toujours l'apanage d'États et qui ne cible pas toujours des belligérants.

La menace particulière que représente le terrorisme, et singulièrement le terrorisme islamiste, 10 ans après les attentats de Paris. Si en une décennie, nous avons beaucoup fait, le risque est là, toujours.

Une remise en question des solidarités et un effacement des cadres qui ont été définis après la Seconde Guerre mondiale. L'hybridité croissante des conflits, ce qui brouille tous les effets de seuil.

La permanence d'une menace russe aux frontières de l'Europe, du Caucase à l'Arctique. Une menace préparée, organisée, durable et à laquelle nous devrons être capables de faire face. Notre avenir européen est déterminé par cela et la nécessité de nous organiser pour répondre à cette menace et la dissuader pour maintenir la paix.

La course technologique qui se joue en parallèle avec l'irruption de l'intelligence artificielle, l'émergence des drones, le retour de la guerre électronique, de nouveaux espaces d'affrontement que sont l'espace, le cyber ou les fonds marins, mais aussi le virage quantique qui a déjà commencé et sur lequel nous avons nombre d'atouts.

Autant de révolutions accélérées par les champs de bataille où la nécessité de survivre et de s'adapter démultiplient l'ingénierie et l'ingéniosité. Une guerre que chaque citoyen observe sur les réseaux sociaux, en particulier notre jeunesse, sans mesurer les opérations de propagande qui s'y déploient. Nos schémas devront changer profondément pour intégrer ces réalités.

Ces menaces, c’est ce que définit et décrit très bien notre Revue Nationale Stratégique, vous y êtes confrontés directement. Tant engagés au sein de l'OTAN sur son flanc Est, vous assistez aux violations de souveraineté, aux tentatives de déstabilisation hybrides, aux menaces sur les élections et la stabilité des pays d'Europe. Vous y êtes confrontés en Mer Rouge, je l'ai encore vu à vos côtés il y a quelques mois, à Noël, à Djibouti, où nos marins et aviateurs abattent missiles et drones et sont garants d'une liberté de navigation, et en Afrique aussi, où les groupes terroristes s'en prennent aux populations civiles.

Vous y êtes confrontés au Proche-Orient où, sous vos yeux, les tabous sont transgressés, l'impensable survient parfois, et où vous répondez présents pour défendre des pays partenaires ou évacuer nos ressortissants. Je salue ici nos forces armées intégrées à la FINUL, au Liban, comme le rôle que nous jouons directement dans le mécanisme de suivi au sud de ce même pays.

Vous y êtes confrontés, sur le territoire national et en particulier dans nos Outremers, placés aux avant-postes des nouvelles zones de conflit. Oui, nos territoires ultramarins sont de plus en plus — et la loi de programmation militaire l'avait bien identifié — des territoires qui seront testés et où les puissances de déstabilisation viennent aujourd'hui nous déstabiliser. Vous êtes confrontés à ces menaces et leurs évolutions, non pas comme spectateurs, mais comme acteurs de plain-pied dans ce monde qui bascule. Et tout peut en effet advenir.

Ces dernières années ont été marquées par le retour de l'impensable. Et regardez encore ces derniers mois l'accélération des événements, les bombardements sur l'Iran, les combats entre l'Inde et le Pakistan, avec sans doute l'un des combats aériens de la plus grande intensité des dernières décennies. Les à-coups dans le soutien américain à l'Ukraine, la guerre commerciale entre alliés dans ce même contexte. Oui, nous assistons au retour du fait nucléaire, de la prolifération des conflits majeurs.

Parce que la nation est confrontée à toutes ces menaces hybrides, à cette accélération de l'histoire, il n'y a plus d'arrière et il n'y a plus de front. Les conflits sont multiformes, multichamps, et supposent de la densité, ils supposent de durcir nos capacités, nos forces et la nation dans son entier. Je le dis ici devant vous : nous y arriverons.

Nous y arriverons, pas seulement parce que nous serons mieux armés, mais parce que nous sommes lucides et unis, comme nous le sommes depuis neuf ans, parce que nous avons anticipé ces transformations du monde, anticipé les investissements indispensables. Et à cet égard, il ne suffit pas d'abord de viser des pourcentages de budget, mais de viser ce qui nous élève et nous unit, une force d'âme, une détermination, comme je l'évoquais ici même à vos côtés il y a trois ans. Au fond, soyons simples : pour être libre dans ce monde, il faut être craint. Pour être craint, il faut être puissant.

La nation, pour cela, doit être plus forte, car c'est à la nation avant tout de défendre la nation. Cela passe d'abord par une meilleure prise de conscience de chaque Français et de tous les acteurs civils des menaces hybrides qui nous entourent. Je veux remercier le général Burkhard pour sa prise de parole il y a deux jours à ma demande, qui y a contribué. La mobilisation interministérielle est aussi essentielle à la défense nationale, chacun doit être à son poste de combat.

Des efforts ont été faits et doivent se poursuivre. Sous l'autorité du Premier ministre, nous poursuivrons dans chaque ministère, dans chaque domaine, ces efforts. À l'international, et je pense au Quai d'Orsay et au travail d'influence, une organisation dédiée, des moyens renforcés, une posture plus offensive ont été décidés et seront maintenues dans la durée. Je pense aussi à ce qui a été fait à l'ANSSI, à VIGINUM, qui protège les Français contre les attaques cyber et les ingérences. Je pense à nos services de renseignement extérieur et intérieur. Mais je pense aussi à l'indispensable sursaut qui est demandé, organisé et qui continuera d'être renforcé dans nos entreprises, nos collectivités territoriales, nos laboratoires de recherche, dans nos infrastructures des plus sensibles, mais aussi parfois les moins attendus. Car c'est là parfois que se logent nos vulnérabilités, c'est là aussi que nous devons durcir la posture. Il nous faut partout être préparés.

Nous y arrivons aussi parce que nous sommes soucieux que nos armées servent dans les bonnes conditions. Voilà pourquoi j'ai veillé à la condition militaire portée par vos chefs et éclairée par le Haut-Comité d'évaluation de la condition militaire. Le statut général des militaires est une force pour notre défense. La condition militaire engage la nation, entretient une force morale, des principes essentiels, et la reconnaissance de votre condition, c'est aussi vos rémunérations. J'ai demandé à ce titre leur remise à niveau et ce qui a été prévu par la loi de programmation militaire sera à l'euro près, au mois près, réalisé. Cela est fait pour les militaires de rang et pour les sous-officiers. Cela le sera totalement d'ici la fin de l'année pour les officiers. La condition militaire suppose aussi la certitude de la solidarité de la nation lorsqu'il le faut. Le plan blessé et le plan famille ont été mis en place. C'était indispensable. Je sais, je mesure tout ce qu'il reste à faire dans certaines bases pour améliorer le quotidien et la qualité de vie et nous le ferons. Et je remercie la ministre déléguée, chère Patricia Mirallès, pour l'ensemble des améliorations que je souhaite voir poursuivies. Je pense aussi à l'attention nécessaire à l'emploi des conjoints des militaires et aux propositions faites en ce sens par le HCECM. La condition militaire, c'est aussi l'attention aux conditions de réalisation de vos missions, l'attention à l'organisation et au mode de fonctionnement.

Vous avez le devoir d'agir lorsque plus rien ne marche. Au milieu du chaos, vous êtes à ce titre le dernier rempart. Ceci exige de l'agilité, de la souplesse, de la subsidiarité, de la capacité d'initiative. Or, la dérive opérée durant les années de réduction des dépenses de défense a conduit parfois à compromettre ces principes essentiels. Alors, dans ce moment de bascule, j'attends du ministère des Armées et le Ministre au premier chef et du Chef d'Etat-major des Armées des propositions qui me seront faites pour la fin d'année, et je l'en remercie. Ceci afin que le fonctionnement du ministère et des Armées continue de se réformer, que des leviers soient redonnés aux chefs militaires pour réaliser les missions que je peux être amené à vous confier, mais aussi aux ingénieurs, aux techniciens, aux agents du ministère pour qu'ils innovent et soutiennent le développement rapide de nos capacités militaires.

Nous y arriverons ensuite si nous prenons la mesure du tournant capacitaire à engager. Voilà pourquoi, depuis 2017, j'ai décidé de faire de la défense une priorité. Il fallait redonner à la France une défense solide, complète, souveraine. Les lois de programmation auront été réalisées scrupuleusement, ce qui est inédit. L'effort que cela représente est indispensable face à tous les défis. Et en presque dix ans, nous avons réparé, modernisé, innové avec la mise en œuvre des lois de programmation militaire. Et je remercie le ministre des Armées, cher Sébastien Lecornu, pour l'énergie qu'il consacre à ce sujet essentiel pour la France. J'associe à ces remerciements madame Florence Parly, qui a porté cela à mes côtés durant le quinquennat précédent.

Nous y arriverons enfin si nous savons trouver les nouvelles manières d'opérer. Nous avons déjà révisé nos outils et nous nous sommes dotés de nouveaux instruments. Le nouveau centre pour les opérations spatiales que j'inaugurerai cet automne à Toulouse en est un exemple. Nous avons aussi révisé notre doctrine stratégique, je pense en particulier à l'approche nouvelle développée avec les pays d'Afrique. Il nous fallait reposer les bases d'un partenariat répondant à nos attentes respectives et vous l'avez mis en œuvre avec beaucoup d'efficacité.

Il reste que ces transformations profondes n'épuisent pas tous les défis qui sont posés. À l'heure des prédateurs, nul ne peut demeurer immobile. Nous avons une avance, mais demain au même rythme, nous serions dépassés. J'avais annoncé le 5 mars dernier aux Français la nécessité de prendre des décisions historiques face aux menaces existentielles qui pèsent sur notre liberté et que je viens de rappeler. Ces décisions sont indispensables à mes yeux pour garantir notre sécurité et notre indépendance. Alors que notre allié américain affiche une volonté de désengagement ou crée pour nous, étant allié, des incertitudes nouvelles, voulons-nous une fois pour toutes prendre notre sécurité et celle du continent en main et bâtir un vrai pilier européen de l'OTAN ?

Sommes-nous capables d'offrir un débouché à cette formidable envie d'engagement et de réalisation qui anime notre jeunesse ? Sommes-nous capables, surtout, de résister en cas de conflits de haute intensité sur le sol européen dans les trois à quatre années qui viennent ?

À toutes ces questions, nous répondrons oui.

Parce que nous, Français, entendons demeurer libres dans le siècle qui vient. Pour avoir ce pouvoir de dire oui, la Nation doit être fidèle à l'enseignement de Clémenceau et appliquer sa maxime : « il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire ; quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire ».

Aussi, l'heure est-elle venue de tirer toutes les conclusions de ce que nous savons ? Et c'est ma responsabilité de président de la République, chef des armées. Cela passe d'abord par l'exécution certaine des décisions déjà prises. Il faut que les crédits prévus soient disponibles à l'euro près. La constance est essentielle, car notre stratégie est la bonne depuis 9 ans, celle de l'indépendance de la France et de la souveraineté de l'Europe. Nous avons commencé les efforts plus tôt. Nous avons plus tôt vu ces menaces nouvelles. Il nous faut donc, avec constance, continuer de faire ce qui a été décidé. Comme l'a annoncé ce matin le ministre, grâce aux décisions du Premier ministre que je remercie, le dégel des crédits sera effectué. Je le sais, nos PME et nos industriels ont subi les retards provoqués par la censure votée par les parlementaires au mois de décembre dernier.

Alors, je le dis ici à chacun, de prendre ses responsabilités pour l'année prochaine. Aux parlementaires, pour que le budget soit voté en heure, car les censures de fin d'année ont une conséquence simple, elles décalent le budget des armées, entre autres.

Au Gouvernement ensuite de procéder en temps et en heure aux crédits décidés.

Aux grands groupes de la filière de donner de la visibilité nécessaire à leurs sous-traitants, et je compte sur eux, et aux investisseurs et à la place financière de continuer de soutenir ces entreprises.

Il faut, à ce titre, poursuivre l'effort que nous avons entrepris ces trois dernières années pour pouvoir continuer d'innover plus rapidement, de produire plus rapidement, de produire de la masse nouvelle, de nous adapter à la demande, et de remettre les financements privés vers la base industrielle et technologique de défense. Ces changements, opérés depuis 2022, doivent être confortés, intensifiés encore.

Deuxièmement, on doit s'interroger sur la suffisance de l'effort consenti par les deux LPM. Il faut combler nos zones de fragilité. C'est tout le travail qui a été fait ces dernières semaines par le ministre des Armées, le CEMA et la DGA. Combler nos zones de fragilité et, au premier titre, nos stocks de munitions, dont les munitions téléopérées, renforcer nos armes de saturation et nos armes de précision, nous doter de drones pour nos groupes de combat, nos frégates et nos bases aériennes encore davantage, et des équipements nécessaires au quotidien pour que les opérations soient menées, renforcer notre défense aérienne et nos moyens de guerre électronique, augmenter nos capacités spatiales, pousser au maximum les curseurs de l'entraînement des soldats, des marins, des aviateurs, développer encore davantage la réserve, décidée par son accroissement en 2022, mais que nous devons encore intensifier. Nous avons des armées solides, mais sur tout ce que je viens de nommer, il nous faut durcir le modèle, gagner aussi en masse. Tels sont les axes d'efforts qui ont été identifiés et qui seront les axes de priorité dans les efforts supplémentaires à la loi de programmation militaire en cours.

La guerre en Ukraine démontre que pour tenir, il faut de la bravoure, mais aussi des stocks et une industrie de défense adaptée. Il faut une Nation capable de tenir, d'être mobilisée. C'est aussi pourquoi nous devons accélérer les efforts sur notre réserve. Et je crois aussi que l'on doit donner à la jeunesse un nouveau cadre pour servir, selon d'autres modalités, au sein de nos armées. Je donnerai mes orientations et mes décisions en ce sens à l'automne, sur la base des travaux demandés au mois de janvier dernier aux ministres et au CEMA, revenant sur l'avenir du SNU, l'organisation, la mobilisation de notre jeunesse comme de nos réserves.

Troisièmement, cette nouvelle ère pour la Nation suppose de nouveaux budgets pour nos armées. En conscience, nous assumons de porter un effort nouveau et historique. La première loi de programmation, lancée lors du précédent quinquennat, a permis de réparer. La seconde est une loi de projection qui a anticipé les bascules du monde, mais ces bascules interviennent plus vite que prévues. Alors que nous avions prévu de doubler le budget d'ici 2030, nous allons le doubler d'ici à 2027. À cette fin, une actualisation de la loi de programmation militaire sera présentée à l'automne, qui prévoira l'effort que nous devrons porter jusqu'en 2027 sous ma responsabilité. Et j'en appelle à ce titre à la responsabilité nationale. Le budget des armées en 2017 était de 32 milliards d'euros. S'ajoutera à la loi de programmation militaire actuelle un effort de 3,5 milliards d'euros en 2026 et de 3 milliards d'euros supplémentaires l'année suivante. Nous consacrerons donc 64 milliards d'euros pour notre défense en 2027. C'est le double du budget dont les armées disposaient en 2017. Cet effort nouveau, historique et proportionné, il est crédible, il est indispensable, il est juste ce qu'il nous faut, mais vraiment ce qu'il nous faut. Comment le financer ?

Le Premier ministre l'annoncera dès le 15 juillet après-midi. Et je veux ici le remercier pour son travail et celui à ses côtés de tous les ministres qu'il a mobilisés. En tout état de cause, nous refusons que ce réarmement passe par l'endettement. Notre indépendance militaire est indissociable de notre indépendance financière. Il sera donc financé par plus d'activité et plus de production. L'effort de toute la Nation pour la défense de tous les Français. J'avais dit le 5 mars aux Français, la patrie a besoin de vous. Je vous le dis en cette veille de fête nationale, c'est maintenant. Maintenant qu'il nous faut consentir à cet effort, parce que nous l'avons travaillé, documenté, et il est précisément calibré. Un effort ponctuel de tous pour préserver notre sécurité et notre indépendance. Le salut de la patrie suppose que nous dépensions plus pour notre défense et que chacun prenne sa part de cet investissement et que nous veillons à la souveraineté financière de notre Nation qui passe par des réformes, des transformations et plus de production. Si notre liberté a un prix, le voici.

Nous sommes cette génération qui n'a pas connu la guerre, déterminée à ce que nos enfants ne connaissent rien d'autre que la paix. Mais soyons lucides, nous n'avons plus les dividendes de la paix dont nos parents avaient bénéficié. C'est terminé. Cet effort ne sera pas sans gain au demeurant pour la Nation et les dépenses militaires sont et seront aussi source de richesse pour notre produit intérieur brut, notre économie et nos territoires. Car cet effort devra aussi être celui de nos industriels. Et je le sais, c'est leur motivation, leur credo, mais ils devront porter aux côtés de nos armées ce patriotisme. Ils devront produire encore davantage, plus vite, à moindre coût. La DGA y veillera strictement. Et ils continueront aussi de privilégier nos territoires pour des capacités nouvelles, des sites de production nouveaux, comme nous l'avons vu ensemble il y a quelques mois encore à Bergerac.

C'est grâce à cet effort que nous pourrons affirmer avec fierté, avec lucidité, avec confiance : nous y arriverons. Oui, nous y arriverons.

Parce que ce surcroît de budget nous permettra d'avancer aussi avec nos partenaires. Notre force est supérieure lorsqu'elle est collective, et c'est le sens même de l'engagement pris lors du sommet de l'OTAN à La Haye le 25 juin dernier, venant poursuivre la prise de conscience du sommet de Versailles en 2022. Nous devons faire plus pour notre défense, nous devons faire plus sur le plan militaire, industriel et technologique afin, en Européens, d'être plus souverains. C'est cet effort qui nous permettra d'assurer notre crédibilité face à nos partenaires, de disposer encore et toujours de l'armée la plus efficace d'Europe, de nouer des partenariats nouveaux comme cette semaine avec le Royaume-Uni. Après la déclaration de Northwood que nous venons de signer, l'Allemagne et le Royaume-Uni se retrouveront dans quelques jours et nous retrouverons nos partenaires allemands à la fin du mois d'août pour un Conseil franco-allemand de défense et de sécurité où nous aurons de nouvelles décisions à prendre.

Bâtissons avec nos principaux partenaires, agissons en Européens, car nous affrontons les mêmes menaces, à commencer par la menace russe. Mais nos investissements, combinés, une coopération renforcée, nous permettra de bâtir ce pilier européen de l'OTAN que la France a annoncé et voulu avant tant d'autres.

Rappelez-vous, il y a neuf ans, c'était un gros mot ; il y a quelques années, il était impossible de le défendre et de le voir soutenu par d'autres. Maintenant, c'est devenu un credo. Ils nous ont tous rejoints, mais à nous d'en faire une réalité et d'agir ensemble. Face à cette même menace, nous devons agir ensemble, produire ensemble, acheter ensemble. C'est le sens du programme SAFE, (*Security Action for Europe)*, adopté il y a un mois et demi par le Conseil européen et qui permettra, avec 150 milliards d'euros, de financer des achats conjoints d'équipements militaires. Il faut impérativement les mettre en œuvre. Et nous avons pour cela des atouts. Nos industriels ont des atouts. Nous avons des capacités qui sont au point d'excellence internationale et doivent devenir des solutions européennes. Le système de défense aérienne, SAMP/T, nouvelle génération, nos missiles dans toutes les gammes, nos avions Rafale, les premières constellations de satellites en orbite basse, nos champions de l'intelligence artificielle, nos systèmes radars et anti-drones, et j'en passe.

Ces solutions, cette innovation de pointe, nous en disposons. Nous la produisons souvent déjà en partenariat avec plusieurs autres grands industriels européens ou par nos groupes qui ont déjà une empreinte et un actionnariat européen. Alors achetons européen en masse. Malgré l'incertitude américaine et face à la volonté chinoise, face à la menace russe, la puissance européenne est notre meilleur bouclier.

Une Europe capable d'innover et de produire sur son sol, c'est une Europe qui sera plus souveraine et maîtrisera son destin, assumera sa puissance.

Et sortons des vieux débats ridicules, ceci n'enlève rien à l'indépendance et la souveraineté française. Cela la renforce, cela l’accroit, car nous n'avons rien cédé, en neuf ans, de notre souveraineté et de notre indépendance, au contraire. Mais en ayant des alliés dont les armées travaillent avec nous, opèrent avec nous, en ayant des industriels partout en Europe, qui produisent avec nous, en poussant nos partenaires européens à acheter avec nous nos matériels, nous renforçons de fait notre souveraineté et notre indépendance. Partout en Europe, la force de la France est attendue. Et dans notre monde dangereux et incertain, il est un pilier de notre sécurité qui ne vacillera pas, c'est notre dissuasion nucléaire. Totalement et invariablement souveraine, elle garantit notre liberté. Elle a également un rôle dans la sécurité de l'Europe. Je l'ai réaffirmé avec le Premier ministre britannique cette semaine, il n'existe pas de menace extrême contre l'Europe qui ne susciterait pas de réponse de nos deux Nations.

Afin de mesurer pleinement le rôle de notre dissuasion dans la sécurité collective, j'ai mandaté le ministre des Armées et le CEMA pour engager un dialogue stratégique avec nos partenaires européens qui y sont prêts. Je reviendrai sur la base de ce travail, plus précisément, à la fin de cette année, afin de décrire les évolutions que cela emporte.

Notre pays, le seul de l'Union européenne doté de la dissuasion nucléaire, fort de ce partenariat renouvelé avec le Royaume-Uni, a aussi une responsabilité majeure pour que le réarmement conventionnel de notre Europe soit efficace, crédible et cohérent. Tout cela est un tout. Partout en Europe, les nations se réarment et la France ne peut laisser ses alliés européens en première ligne face aux menaces de très court terme.

Partout en Europe, la force de la France est attendue et partout dans le monde, la liberté est menacée. Alors défendons-la.

Défendons-la en Ukraine parce que notre sécurité et notre liberté sont liées au destin de ce pays. C'est la raison pour laquelle, avec le partenaire britannique, la France a regroupé une coalition de pays volontaires, en vue de contribuer à garantir durablement la paix qu'il faut sur notre continent. Cette Coalition des volontaires initiée à Paris en février dernier regroupe maintenant 30 nations. Son état-major opérationnel est constitué et basé à Paris, c'est une première. Mais c'est le sens même de ce que nous voulons faire, le sens même d'une partie des efforts capacitaires et opérationnels que nous sommes en train de conduire qui a vocation à faire de la France la Nation cadre d'opérations à venir.

Défendons notre liberté en Europe où tant de nations, je pense en particulier à nos amis finlandais engagés à nos côtés dans la FINUL au Liban, voient avec appréhension les nuages s'accumuler à l'horizon.

Défendons notre liberté pour notre jeunesse, cette jeunesse dont vous êtes les visages, qui veut servir, croire, espérer, et a soif plus que toute autre d'une immense liberté.

Défendons notre liberté dans tous les domaines, comme je viens de l'évoquer, sans oublier celui de la sécurité cognitive, nouvelle frontière qui est devant nous et que nous aurons à intégrer, tant nos populations comme nos armées seront confrontées à des informations manipulées, des propagandes à démasquer, et sur lesquelles nous avons à nous préparer.

Défendons notre liberté comme sont prêts à la défendre, génération après génération, ces femmes et ces hommes qui répondent à l'appel du drapeau, comme le fit jadis un Saint-Syrien de la promotion Les Cadets de la France libre, le Général d'Armée Thierry Burkhard, que je salue et remercie aujourd'hui. Mon général, vous avez ma confiance et ma reconnaissance pour votre action à mes côtés à la tête des armées françaises. À travers vous, je salue le patriotisme et le sens des responsabilités de tous ceux qui font le choix des armées pour défendre la liberté.

Défendons cette liberté aux côtés des grandes Nations qui sont là, nos partenaires européens, nos alliés, mais aussi ces Nations venues de plus loin comme l'Indonésie, invitées du 14 juillet, qui entendent refuser en Indopacifique la logique des blocs et la loi des impérialismes comme nous.

Défendons notre liberté.

Et en cette veille de 14 juillet, soyons fidèles au peuple de la Révolution qui clamait sa grandeur et la liberté universelle des peuples.

Défendons nos armées qui défendent notre liberté.

Soyons à leurs côtés, à l'arrière, prêts à tous les engagements, tous les combats, comme chaque jour ces femmes et ces hommes sont prêts à l'ultime sacrifice pour la Nation. Alors demain, je serai à vos côtés, une fois encore, avec reconnaissance, avec confiance et avec fierté, comme depuis le 1er jour, car je sais combien c'est cet engagement, cette acceptation du sacrifice et jusqu'au sacrifice ultime qui fait la force de nos Armées, la force de notre Nation.

Demain, je serai à vos côtés, une fois encore, avec cette même fierté. Vive la République et vive la France !